

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

SM /246
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

MAURITANIE

Rapport des services du Fonds pour les consultations 1982
au titre de l'article IV

Etabli par les représentants des services du Fonds pour les
consultations 1982 avec la Mauritanie

Examiné par le Comité des consultations
de l'article IV

Approuvé par MM. J.B. Zulu et S. Kanessa-Thasan

14 décembre 1982

I. Introduction

Les entretiens 1982 au titre de l'article IV avec la Mauritanie se sont déroulés à Nouakchott du 30 septembre au 19 octobre 1982. Les participants aux entretiens ont, en outre, examiné en détail les résultats du programme suivi en 1981 dans le cadre de l'accord de confirmation qui a pris fin le 31 mars 1982. Les représentants de la Mauritanie étaient MM. Ahmed Ould Zein, Gouverneur de la Banque centrale, Sidi Ould Ahmed Deya, Ministre des Finances, le Lieutenant-Colonel Ann Amadore Babaiy, Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire ainsi que d'autres ministres et hauts fonctionnaires chargés des affaires économiques et financières. Les membres des services du Fonds étaient MM. Ch. A. François (chef de mission, Département Afrique), Buu Hoan (Département Afrique), M^{me} M. Tyler (Département des relations de change et de commerce), M. J. Tavares (Département des finances publiques), M. Y. Fassassi (EP-Département Afrique) et M^{lle} C. Elwell (secrétaire, Département Afrique).

Le 23 juillet 1980, le Conseil d'administration a approuvé un accord de confirmation de 18 mois (EBS/80/154), pour un montant de 29,7 millions de DTS (174,7 % de l'ancienne quote-part de la Mauritanie) à l'appui d'un programme couvrant les années 1980 et 1981. Suite à l'examen du programme pour 1980 et à l'adoption du programme pour 1981, le 5 juin 1981, ledit accord a été annulé et remplacé par un accord d'un montant, augmentation comprise, de 25,8 millions de DTS, prenant fin le 31 mars 1982 (EBS/81/118); le nouvel accord tenait compte de l'augmentation des quotes-parts intervenue après la Septième révision générale. Le montant des ressources achetées au Fonds par la Mauritanie dans le

cadre de ces deux accords représente au total 34,7 millions de DTS - soit 136,1 % de sa quote-part actuelle - dont 17,5 millions de DTS de ressources ordinaires.

La Mauritanie continue de se prévaloir des dispositions transitoires de l'article XIV. Les relations de la Mauritanie avec le Fonds et le groupe de la Banque mondiale sont résumées dans les annexes.

II. Généralités et évolution récente de l'économie

1. Généralités

L'économie mauritanienne a subi de profonds changements structurels dans les années 70, qui s'expliquent par la sécheresse grave et prolongée de 1970-72, la décision adoptée en 1973 par le gouvernement de prendre le contrôle des principales activités économiques et financières du pays et l'augmentation rapide des dépenses publiques consacrées à l'investissement et à la défense nationale, entre 1975 et 1978. La sécheresse a porté durement atteinte à l'agriculture; les troupeaux ont été décimés et une partie de la population rurale et nomade s'est installée à la périphérie des centres urbains, en quête de nourriture et d'emploi. Après s'être retirée de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) et de la zone franc en juin 1973, la Mauritanie s'est dotée d'une banque centrale indépendante et d'une monnaie nationale, elle a nationalisé toutes les banques commerciales et le secteur des industries extractives et créé plusieurs entreprises d'Etat dans le secteur agricole pour promouvoir la production et les exportations. Dans le même temps, elle a bénéficiant d'une aide financière extérieure importante, les autorités ont lancé un programme d'investissement à grande échelle visant à étendre l'infrastructure du pays et à créer une base industrielle.

La poursuite d'une politique d'investissement expansionniste, les faiblesses dans la gestion économique et la détérioration marquée des termes de l'échange ont aggravé, pendant la période 1973-78, les déséquilibres intérieurs et extérieurs de l'économie mauritanienne. En outre, le conflit du Sahara occidental, auquel la Mauritanie a participé de 1975 à 1978, a provoqué un accroissement marqué des dépenses courantes de l'Etat et des perturbations dans l'extraction et l'expédition du minerai de fer. Tous ces facteurs ont creusé le déficit courant de la balance des paiements (dons officiels non compris), qui est passé de l'équivalent de 2 % du PIB en 1973 à 40 % en 1978. La forte augmentation des dépenses publiques consacrées aux investissements et à la défense nationale, combinée à la croissance lente des recettes publiques, a notablement aggravé le déficit budgétaire global. Les répercussions de ce déficit croissant sur les ressources intérieures et la balance des paiements ont été considérablement atténuées par le flux substantiel des dons et prêts extérieurs assortis de conditions libérales que la Mauritanie a obtenus. Néanmoins, le recours croissant à l'emprunt extérieur a porté le niveau de la dette extérieure de 27 % du PIB en 1973 à 126 % en 1978, et le ratio du service de la dette s'est fortement accru, atteignant 35 %, bien que la majorité des prêts ait été consentie à des conditions favorables. Malgré l'important effort d'investissement, en particulier dans les domaines de l'infrastructure et de

l'industrie, le PIB réel n'a progressé que modérément, la plus grosse part de son accroissement provenant des secteurs de l'élevage et des services. Après le coup d'état militaire de juillet 1978, la Mauritanie s'est progressivement retirée du conflit du Sahara occidental et a conclu officiellement un accord de paix en août 1979. Le nouveau gouvernement a immédiatement mis en oeuvre diverses mesures d'ajustement visant à redresser la situation économique et financière.

2. Aperçu général des efforts d'ajustement pendant la période 1978-81

A partir du milieu de 1978, le gouvernement mauritanien a cherché à réduire les importants déséquilibres intérieurs et extérieurs en appliquant des mesures correctives dans le cadre d'un plan de redressement à moyen terme préparé avec l'aide de la Banque mondiale et de deux programmes à court terme consécutifs, appuyés le premier (1978-79) par un prêt du Fonds fiduciaire et le second (1980-81) par un accord de confirmation qui a pris fin en mars 1982. Ces programmes d'ajustement visaient avant tout à limiter sérieusement la croissance de la consommation tout en stimulant et en restructurant l'offre intérieure. Ces objectifs devaient être atteints par l'application des mesures suivantes : 1) limitation de la progression des salaires et austérité budgétaire et monétaire; 2) réforme structurelle du secteur des entreprises publiques, du système bancaire et de l'administration des impôts; 3) renégociation bilatérale d'une partie de la dette extérieure et gestion rigoureuse de la dette; 4) restructuration du secteur de la pêche et révision de la politique d'investissement; 5) maintien d'un régime des changes et du commerce quasiment exempt de restrictions et adoption d'une politique réaliste de taux de change. Ces programmes prévoyaient aussi un accroissement des investissements publics destinés à développer la capacité de production et d'exportation et à étendre l'infrastructure des transports, la Mauritanie continuant de recevoir un montant élevé d'aide extérieure au titre des projets, consentie à des conditions libérales par des pays arabes producteurs de pétrole et par la République populaire de Chine essentiellement. En prévision du fléchissement de l'aide budgétaire non liée à des projets d'investissement, l'objectif assigné à ces programmes était de réduire notablement le déficit du budget et celui du compte des opérations courantes. Il était convenu, en outre, que si l'aide budgétaire extérieure dépassait le niveau minimal prévu, les crédits bancaires à l'Etat seraient réduits d'autant, de façon que la somme desdits crédits et de l'aide extérieure corresponde au déficit budgétaire fixé comme objectif par le programme.

L'exécution, entre 1978 et 1981, de la plupart des mesures d'ajustement et la reprise vigoureuse de la production et des exportations ont permis de réaliser presque tous les objectifs du programme, et les critères de réalisation établis dans les accords de confirmation ont été respectés, sauf dans le cas de deux des différentes dates prévues à cet effet (30 juin et 30 septembre 1981). Néanmoins, malgré les mesures initiales prises par les autorités en 1980 et 1981, plusieurs réformes structurelles importantes concernant l'administration des impôts, les entreprises publiques et les banques n'ont pas donné les résultats escomptés. En outre, l'entente prévue concernant la politique de taux de change n'a pas eu lieu, exception faite d'une correction de 2 %

apportée en février 1982. La réduction des déséquilibres intérieurs et extérieurs, pour l'ensemble de la période 1978-81, est attribuable à la reprise très sensible de la production et des exportations et à la stabilisation de la consommation réelle, qui a relevé le niveau de l'épargne nationale (tableau 1). Alors qu'il avait diminué de 4 % en 1978, le PIB réel a progressé, selon les données officielles, de 6 % par an pendant la période 1979-81. Les taux moyens annuels de croissance les plus élevés ont été enregistrés dans le secteur de la pêche (24 %), dans le secteur rural (9 %) - caractérisé par une expansion régulière de l'élevage et un accroissement plus modéré de la production de céréales - et dans le secteur tertiaire (4 %). Après la cessation des hostilités, la production de minerai de fer s'est accrue de 24 % en 1979, retrouvant un niveau plus normal, comparable aux résultats enregistrés avant la guerre, puis s'est maintenue à ce niveau (8,5 millions de tonnes environ) malgré l'atonie de la demande mondiale de minerai. La consommation nominale ayant très peu augmenté pendant cette période en raison de l'application de politiques budgétaire et des revenus très rigoureuses, le ratio épargne nationale brute/PIB est passé de -13 % en 1978 à +5,5 % en 1981. Dans le même temps, la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB total a augmenté, passant de 27 % en 1978 à 38 % en 1981, du fait de la mise en oeuvre des projets gouvernementaux relatifs aux industries extractives, à l'agriculture et aux transports. Malgré la progression de l'investissement, le déficit courant de la balance des paiements (dons officiels et allègement de la dette non compris) a diminué, passant de 40 % du PIB en 1980 à 33 % en 1981. Toutefois, la modification de la composition de l'aide extérieure en faveur des prêts a porté le déficit des paiements courants, dons officiels compris, de 14 à 18 % du PIB.

a. Résultats budgétaires

Les programmes financiers prévoyaient une réduction du déficit budgétaire global (dons non compris)¹, qui devait passer de 5,1 milliards d'ouguiya (19 % du PIB) en 1979, à 4 milliards d'ouguiya en 1980, et à 3 milliards en 1981 (tableaux 2 et 3). L'objectif à moyen terme était d'éliminer ce déficit d'ici 1984. Sur la base du système de l'exercice, qui comprend une période complémentaire de trois mois, le déficit budgétaire effectif a été réduit : de 4,2 milliards d'ouguiya (14 % du PIB) en 1980, il est tombé à 3,1 milliards d'ouguiya (9 % du PIB) en 1981². L'écart par rapport aux objectifs du programme résulte essentiellement du fait que certaines recettes publiques n'ont pas été perçues ou l'ont été avec retard, notamment pour les raisons suivantes :

¹L'amortissement de la dette extérieure figure au budget mais non l'investissement public financé par des ressources extérieures.

²Après prise en compte de données plus détaillées sur les opérations du Trésor qui n'étaient pas disponibles lors des missions précédentes, il semble que la réduction, sur la base de l'année civile, du déficit réel du budget de trésorerie, ait été surestimée; le déficit serait passé de 5 milliards d'ouguiya en 1979 (19 % du PIB) à 4,6 milliards en 1980 (15 % du PIB) et à 4,1 milliards en 1981 (12 % du PIB).

Tableau 1. Mauritanie - Indicateurs économiques et financiers, 1978-82

	1978	1979	1980	1981	1982
	Résultats effectifs	Résultats effectifs	Programme	Résultats effectifs	Résultats effectifs
					Estimations
(Variations annuelles en pourcentage sauf indication contraire)					
Revenu national et prix					
PIB à prix constants	-4,4	5,5	...	3,7	8,5
Déflateur du PIB	8,6	5,9	...	8,0	3,3
Prix à la consommation (groupe à gros revenus)	7,1	9,1	...	11,1	18,7
Secteur extérieur (base DTJ)					
Exportations, f.o.b.	-22,3	20,3	19,7	32,4	51,9
Importations, f.o.b.	-14,7	3,7	16,3	11,5	31,5
Importations non pétrolières, f.o.b.	-18,9	-3,3	13,4	18,3	13,4
Volume des exportations	-20,0	20,0	...	20,5	...
Volume des importations	-17,7	-8,3	...	-2,2	...
Termes de l'échange	-14,9	-12,2	...	-2,9	...
Taux de change effectif nominal ¹ (dépréciation -)	-8,2	-6,7	...	0,7	...
Budget de l'Etat					
Recettes, dons non compris	14,7	16,1	6,9	-17,0	22,8
Dépenses totales	26,2	-1,5	-7,3	-13,6	-1,0
Monnaie et crédit					
Crédit intérieur	3,2	5,9	37,3	18,0	22,2
Etat	-68,8	71,0	248,4	86,3	98,3
Secteur privé	9,8	4,5	9,0	11,4	9,9
Monnaie et quasi-monnaie	2,0	13,8	19,8	20,3	21,8
Vitesse de circulation (PIB/M ₂)	4,7	4,1	4,3	4,4	4,2
Taux d'intérêt (taux annuel maximum sur les dépôts)	6,0	6,0	9,0	9,0	9,0
(En pourcentage du PIB)					
Administration centrale					
Déficit budgétaire ²					
Dons non compris	24,2	18,7	12,6	13,8	8,3
Y compris dons	5,2	4,2	11,7	8,7	5,6
Financement bancaire intérieur	-2,1	1,3	8,2	2,5	4,4
Financement extérieur (y compris dons)	23,9	17,0	4,4	11,3	3,8
Investissement intérieur brut	26,7	24,8	...	36,0	...
Épargne nationale brute	-13,0	-11,9	...	0,2	...
Déficit des paiements courants ⁴					
Dons non compris	39,6	36,6	36,3	36,2	44,6
Y compris dons	13,3	16,6	28,7	20,4	40,8
Encours de la dette extérieure ⁵	123,5	116,1	...	123,5	...
Ratio du service de la dette (en pourcentage des exportations de biens et de services) ⁶	21,6	32,7	...	16,5	...
Paiements d'intérêts (en pourcentage des exportations de biens et des services non facteurs)	6,8	8,9	...	7,4	...
(Millions de DTJ sauf indication contraire)					
Balance globale des paiements	-5,7	18,3	-30,0	-29,7	-18,0
Réerves officielles brutes (en mois d'importations)	3,9	5,3	...	5,8	...
Encours des arriérés extérieurs au titre de la dette extérieure	22,8	14,5	...	38,6	...

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes et estimations des services du Fonds.

¹ Pondéré par les échanges, moyenne de la période.² Les dix premiers mois.³ Sur la base de l'exercice, y compris l'amortissement de la dette extérieure.⁴ A l'exclusion des paiements d'intérêts rééchelonnés.⁵ Y compris le recours au crédit du Fonds.⁶ Paiements effectifs au titre du service de la dette.

Tableau 2. Mauritanie - Exécution des programmes financiers, 1978-81

	1978 ¹	1979 ¹	1980 ²	1981 ³
<u>Déficit budgétaire global, dons non compris⁴</u>	<u>(Milliards d'ouguiya mauritaniennes)</u>			
Objectif	3,8	3,6	4,0	3,0
Résultats	5,9	5,1	4,2	3,1
En pourcentage du PIB	24,2	18,7	13,8	9,1
<u>Accroissement net du crédit intérieur</u>	<u>(Taux annuel d'accroissement)</u>			
Objectif initial	23,1	16,1	32,1	22,2
Objectif ajusté ⁵	23,1	16,1	18,6	15,9
Résultats	3,2	8,2	18,0	15,8
<u>Accroissement net du crédit à l'Etat</u>	<u>(Taux annuel d'accroissement)</u>			
Objectif initial	99,0	25,0	303,0	98,3
Objectif ajusté ⁵	99,0	25,0	151,1	52,6
Résultats	-68,8	71,0	86,3	43,2
<u>Déficit des comptes courants, dons non compris</u>	<u>(Millions de DTS)</u>			
Objectif ⁶	176	255	192	271
Résultats ⁶	166	167	183	195
En pourcentage du PIB	39,6	36,6	36,2	32,7
<u>Déficit des paiements courants à l'exclusion des importations liées à l'aide</u>	<u>(Millions de DTS)</u>			
Objectif ⁶	--	--	56	61
Résultats ⁶	81	99	94	80
En pourcentage du PIB	19,4	21,7	18,5	13,4
<u>Balance globale des paiements</u>	<u>(Millions de DTS)</u>			
Objectif	-22,0	-10,0	-30,0	-18,0
Résultats ⁷	-5,7	18,9	-29,7	28,7
En pourcentage du PIB	-1,4	4,1	-5,9	4,8

Source : données communiquées par les autorités mauritaniennes et estimations des services du Fonds.

¹Programme financier appuyé par un prêt du Fonds fiduciaire et adopté en juillet 1978 (TR/78/40). Bien que le programme eût pris fin le 31 mai 1979, les autorités ont poursuivi leurs politiques d'ajustement pendant toute l'année 1979.

²Accord de confirmation approuvé en juillet 1980 (EBS/80/154).

³Accord de confirmation approuvé en juin 1981 (EBS/81/118).

⁴Sur la base de l'exercice, y compris l'amortissement de la dette extérieure.

⁵Pour tenir compte du montant d'aide extérieure dépassant 1,4 milliard d'ouguiya mauritaniennes.

⁶A l'exclusion de paiements réaménagés au titre du service de la dette.

⁷Y compris les variations des arriérés de paiements extérieurs.

Tableau 3. Mauritanie - Mesures prévues par le programme de confirmation 1980-81
Etat d'exécution

Programme 1980-81	Etat d'exécution des mesures
1 Mesures budgétaires	
a. Pas de relèvement général des salaires	Exécutée
b. Arrêt du recrutement sauf dans certains services essentiels et pour les étudiants rentrant de l'étranger	Exécutée
c. Révision du code des impôts	Nouveau code promulgué en 1982
d. Réduction des exonérations fiscales	Non exécutée
e. Amélioration de l'administration des impôts	Progrès limité
f. Recensement des contribuables en vue d'élargir la base d'imposition	Recensement réalisé mais élargissement de la base d'imposition non effectuée
2 Mesures monétaires	
a. Relèvement des taux d'intérêt de 1-3 points de pourcentage	Effectué le 4 août 1980
b. Limites à l'expansion du crédit au secteur privé et à l'Etat	Expansion contenue dans les limites fixées par le programme
c. Réduction progressive de l'encours des engagements extérieurs à court terme des banques	Non exécutée
d. Restructuration du système des banques commerciales	Progrès limité
3 Entreprises publiques	
a. Restructuration de la SONIM	Exécutée
b. Ajustement des prix et des tarifs	Ajustement des tarifs de l'eau et de l'électricité et des services de quai Relèvement très sensible des prix des produits de base vendus par la SONIMEX
c. Réduction des dépenses d'exploitation	Exécutée pour ce qui est de la SONIMEX Progrès limité pour ce qui est des autres entreprises publiques
4. Secteur extérieur	
a. Limitation des emprunts aux conditions du marché à 30 millions de dollars E.U. en 1981 et 40 millions de dollars E.U. en 1982	Exécutée
b. Correction de la forte appréciation effective de l'ouguiya en 1981	Correction limitée à 2 % jusqu'à présent
c. Réforme du système de détermination du taux de change	Une étude a été entreprise en avril 1982 mais rien n'a été fait pour opérer les modifications nécessaires
d. Elimination complète de certaines restrictions aux importations d'ici la fin de la période couverte par le programme	Exécutée

perte des redevances de pêche liée au lancement de la nouvelle politique appliquée à ce secteur, réduction des taxes sur la production de minéral, et surtout, larges exonérations d'impôts, fraude fiscale et recouvrement défectueux de l'impôt par l'administration. Pour tenir compte de cette contraction des recettes, les autorités ont maintenu le montant total des dépenses budgétaires nominales en 1979-81 à un niveau inférieur à celui de 1978, réduisant les dépenses consacrées à la sécurité, les dépenses générales et les prêts nets, gelant les dépenses au titre du matériel et des fournitures et n'admettant qu'une hausse légère des dépenses affectées au personnel civil. Les déficits budgétaires, plus importants que prévu, ont été financés essentiellement par l'aide budgétaire extérieure et par une faible progression des arriérés de paiements. L'aide extérieure, bien qu'inférieure au montant reçu en 1978-79, a été deux fois plus élevée que le minimum prévu dans le programme (1,4 milliard d'ouguiya). Aussi, le recours net de l'Etat au système bancaire n'a-t-il pas dépassé le plafond ajusté fixé par le programme (tableau 2).

b. Politique monétaire

Du fait que l'Etat a utilisé le financement bancaire moins qu'il n'était prévu dans le programme et que la croissance du crédit à l'économie a été strictement contrôlée, le crédit intérieur total n'a pas dépassé les plafonds trimestriels fixés pour 1980. En 1981, le crédit à l'Etat a temporairement excédé ces limites, en raison des retards considérables intervenus dans le versement de l'aide extérieure. L'apport massif d'aide extérieure reçu pendant le quatrième trimestre a fait tomber le montant du crédit à l'Etat en dessous du plafond fixé pour décembre 1981 et les arriérés de paiements, qui s'étaient accumulés pendant les neuf premiers mois de l'année, ont été réglés. Le crédit à l'économie, qui, lui aussi, avait progressé plus vite que prévu pendant les neuf premiers mois de 1981, a fortement diminué au cours du dernier trimestre de cette année en raison du recouvrement rapide des créances exigibles et du règlement des arriérés de paiements par l'Etat. Sur l'ensemble de l'année, le crédit intérieur total a augmenté de quelque 16 %, restant légèrement en deçà du plafond fixé pour décembre 1981. Les avoirs extérieurs du système bancaire, qui, contrairement aux prévisions, ont augmenté, ont entraîné une croissance de près de 33 % de la masse monétaire en 1981 (21 % en 1980).

c. Réformes structurelles

Le resserrement de la politique budgétaire et l'orientation modérée donnée à la politique de crédit se sont accompagnés de mesures visant à améliorer la situation financière des entreprises publiques et à renforcer le système bancaire. Afin de faciliter l'expansion de la capacité extractive et le financement d'un nouveau projet, la société minière nationale (Société nationale industrielle et minière - SNIM) a été restructurée, avec le concours de la Banque mondiale, et sa position financière a été renforcée grâce à une augmentation de son capital social (qui est détenu essentiellement par des actionnaires étrangers), de nouvelles exemptions fiscales, de la liquidation des dettes dues par

l'Etat et de l'abandon d'activités non rentables. Les autorités ont cherché aussi à réduire le déficit d'exploitation d'autres entreprises publiques et à améliorer leur structure financière. A cette fin, les prix de détail officiels des produits alimentaires de base et des services publics ont été sensiblement relevés en 1980-81. Néanmoins, la plupart des entreprises d'Etat ont continué de subir d'importantes pertes, qui s'expliquent avant tout par l'inefficacité de la gestion, la vétusté du matériel, la présence d'effectifs pléthoriques et l'accumulation de factures non payées par les clients. En ce qui concerne le système des banques commerciales, certaines des recommandations faites par une mission d'assistance technique du Fonds, au début de 1980, ont été appliquées. Toutefois, les banques ont continué d'éprouver de grandes difficultés à obtenir le remboursement du principal et le paiement de l'intérêt au titre des prêts qu'elles ont consentis, du fait que la plupart des entreprises sont dans une situation financière difficile, que le recouvrement des créances en retard est fort incertain et que l'Etat accumule des arriérés. Qui plus est, quelques banques ont accumulé d'importants montants de crédits commerciaux extérieurs en souffrance qui ne peuvent pas être remboursés, les banques ou les importateurs étant à court de liquidités.

d. Balance des paiements

Même après qu'un certain nombre de corrections ont été apportées aux données officielles publiées, les résultats de la balance des paiements de la Mauritanie sont sensiblement plus favorables que ne le projetaient les programmes. Le déficit courant (dons officiels non compris), qui devait notablement augmenter, sous l'effet de l'exécution des projets d'investissement susmentionnés, a été moins important que prévu, et il a diminué, passant de 37 % du PIB en 1979 à 33 % en 1981. Le déficit des paiements courants - à l'exclusion des importations de biens et de services financées par des dons ou liées aux investissements directement financés par l'extérieur, des paiements d'intérêt rééchelonnés et de l'assistance technique étrangère - a diminué, passant de 22 % du PIB en 1979 à 18 % en 1980 et à 13 % en 1981. Au cours de la période 1979-81, les recettes d'exportation (en DTS) ont plus que doublé, sous l'effet du quintuplement du volume des exportations de poisson et de la hausse des prix du minerai de fer. Pendant cette période, les paiements au titre des importations qui ne sont pas directement financées au moyen de ressources extérieures ont progressé de 14 % par an en moyenne, hausse attribuable principalement au renchérissement des produits pétroliers, des produits alimentaires et de l'affrètement des navires de pêche. Bien que les transferts officiels aient diminué d'un quart environ, le déficit des paiements courants a été entièrement financé par un accroissement des entrées de capitaux officiels, provenant notamment d'un allègement de la dette et des souscriptions au capital de la SNIM. Qui plus est, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont augmenté de 15,5 millions de DTS (net) et les arriérés de paiements extérieurs ont été réduits de 2,4 millions de DTS. La progression des dépôts officiels à court terme auprès de la banque centrale a porté le niveau des réserves internationales brutes de la Mauritanie à 152 millions de DTS à la fin de décembre 1981, soit l'équivalent de 5,6 mois d'importations (1981).

En raison du rythme rapide auquel les emprunts extérieurs ont été contractés entre 1978 et 1981, l'encours de la dette publique extérieure de la Mauritanie (y compris les crédits à court terme et les obligations de rachat à l'égard du Fonds) a augmenté de plus d'un tiers et atteint 914 millions de dollars E.U. à la fin de 1981, soit l'équivalent de 132 % du PIB. La plus grosse partie de cet accroissement étant imputable à des prêts consentis à des conditions très libérales par des pays arabes producteurs de pétrole et des organisations internationales, le profil et la structure de la dette sont relativement favorables; l'échéance moyenne est de 21 ans, le taux d'intérêt moyen de 3 % et l'élément de libéralité représente 48 %. Toutefois, en raison de l'ampleur même de son endettement extérieur, la Mauritanie n'a pas pu s'acquitter de ses obligations au titre du service de la dette en 1980-81, et elle a obtenu un allègement sensible de sa dette à l'issue de négociations bilatérales. Il en est résulté que le service réel de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services a été limité à 16,5 % en 1980 et à 20,3 % en 1981. A la fin de 1981, les arriérés de paiement relatifs au service de la dette extérieure se montaient à 20 millions de DTS. En 1981, la Mauritanie a effectué le dernier paiement d'indemnités aux anciens actionnaires de la mine de fer nationalisée (ces paiements ont atteint au total 90 millions de dollars E.U. entre 1975 et 1981).

Depuis janvier 1974, date à laquelle a été rompu le lien avec le franc français, le taux de change de l'ouguiya est déterminé sur la base d'une relation fixe avec un panier de monnaies. A partir de mai 1977, le principal objectif a été de stabiliser l'ouguiya vis-à-vis du dollar E.U., monnaie dans laquelle sont libellés la plus grande partie des paiements afférents aux exportations et aux transactions en capital de la Mauritanie. A cette fin, le coefficient attribué au dollar dans le panier de monnaies a progressivement augmenté, passant de 20 % dans la période 1974-77 à 72 %, tandis que celui du franc français tombait de 33 à 20 %. Ces modifications et les fluctuations sur les marchés des changes extérieurs ont fait qu'entre 1978 et 1980 le taux de l'ouguiya n'a quasiment pas varié par rapport au dollar E.U. alors qu'il s'est déprécié par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux de la Mauritanie, spécialement la France, le Sénégal et l'Espagne. L'indice nominal pondéré par les importations de l'ouguiya a accusé une dépréciation globale de 14 % entre 1977 et 1980. Le raffermissement du dollar E.U. à partir d'octobre 1980 puis l'affaiblissement du franc français à partir d'avril 1981 ont provoqué une appréciation de cet indice de 20 % en 1981 puis à nouveau de 9 % au cours des dix premiers mois de 1982. Ces deux dernières années, l'ouguiya s'est appréciée de 30 % par rapport au franc français et au franc CFA qui sont les monnaies utilisées dans près de la moitié des échanges officiels. Au début de 1981, alors que le programme financier pour 1981 était en cours de préparation, les autorités avaient indiqué qu'elles prendraient des mesures visant à corriger l'appréciation de la monnaie nationale enregistrée pendant le premier trimestre de 1981 et à réviser les coefficients et la composition du panier de monnaies afin de favoriser la stabilité du taux de change effectif. Ces intentions, comme cela a déjà été mentionné, n'ont pas été suivies d'effet.

III. Compte rendu des entretiens

Les entretiens au titre des consultations se sont déroulés en même temps que les discussions exploratoires au sujet d'un nouveau programme global d'ajustement; les autorités espèrent que ce programme pourra s'appuyer, dans le proche avenir, sur l'utilisation des ressources du Fonds. Les entretiens ont surtout porté sur l'évolution générale et les politiques en 1982, et sur les mesures d'ajustement à court et à moyen terme qu'il faut prendre pour stimuler l'offre intérieure et réduire encore les importants déséquilibres économiques et financiers du pays. Les entretiens se sont déroulés à une époque de grave détérioration de la situation, en 1982, alors que les principales actions pour 1983 n'avaient pas encore été arrêtées.

1. Activité économique globale en 1982

On estime que la croissance de l'activité économique globale est tombée de 9 % en 1981 à environ 4 % en 1982. On s'attend à ce que la croissance du secteur rural traditionnel reste relativement forte, du fait que la récolte a été bonne, en 1981/82, et que, grâce aux conditions climatiques favorables, la production animale a continué de progresser. On compte aussi que l'activité dans le secteur du commerce et de la distribution, qui est déjà étendu, restera dynamique. Les secteurs précités échappent toutefois, dans une large mesure, au contrôle des pouvoirs publics et ne contribuent pas aux recettes publiques d'exportation ni aux recettes fiscales. On s'attend, en revanche, à une baisse dans le secteur moderne de l'économie, qui intervient pour environ un tiers dans la formation du PIB. On projette que les exportations de minerai de fer, qui avaient donné jusqu'ici d'assez bons résultats malgré la très forte réduction de la demande mondiale, baisseront de 10 % du fait que la production d'acier dans les pays industriels a encore fléchi. Après avoir considérablement progressé en 1981, la production de poisson aura, au mieux, stagné. Il sera, en effet, difficile d'appliquer la nouvelle politique nationale de pêche qui vise à empêcher des bâtiments étrangers de pêcher illégalement dans les eaux territoriales, et les chalutiers mauritaniens, à vendre, en contrebande, une partie de leurs prises dans les proches îles Canaries. De longues pannes d'électricité durant une partie de l'année, ainsi qu'une concurrence plus âpre de la part des importations, ont causé un fléchissement de la production dans le secteur manufacturier de la Mauritanie. En revanche, on projette que la formation brute de capital fixe augmentera, grâce à l'accélération de la mise en oeuvre d'un vaste projet visant à développer la production de minerai de fer (le projet Guelbs) et du fait qu'il y aura encore des dépenses considérables au titre du secteur de la pêche et d'un port en eau profonde.

Après quatre ans de modestes augmentations des salaires et de faibles taux d'inflation, les autorités ont relevé en janvier 1982 de 25 % le salaire minimum de la main-d'oeuvre non qualifiée (SMIG), et de 7 % la masse salariale des fonctionnaires. On ne dispose pas d'un indicateur pleinement satisfaisant pour mesurer l'inflation intérieure en Mauritanie. Toutefois, l'augmentation des prix à la consommation enregistrée pour les groupes à faible revenu est restée modérée en 1982,

reflétant ainsi l'offre suffisante de denrées alimentaires de base et le maintien du contrôle des prix. Par contre, l'augmentation de l'indice des prix pour les marchandises de type européen, pour la plupart importées, est restée rapide (12 %) en 1982, bien que l'ouguiya se soit appréciée.

2. Politique économique et politique de développement

a. Planification

Les mesures économiques ainsi que la politique de développement et le programme d'investissements pour la période 1981-85, figurent dans un plan de développement récemment adopté. Pour rendre à sa balance des paiements un équilibre viable à moyen terme, le gouvernement mauritanien donne la plus haute priorité à la mise en valeur des ressources du sous-sol, de la pêche et de l'agriculture, et à l'expansion de l'infrastructure des transports du pays, laquelle est insuffisante. Les autorités se proposent également d'accroître leurs efforts pour réaménager le secteur des entreprises publiques et pour remettre en route, avec l'aide de quelques pays arabes amis, certaines installations industrielles, notamment deux raffineries, l'une de pétrole, et l'autre, de sucre, achevées ces dernières années, mais qui n'ont pas encore pu produire, à cause de difficultés techniques et financières. Pour la période 1981-85, le plan prévoit un objectif d'investissements de 89,2 milliards d'ouguiya aux prix de 1980 (1,8 milliard de dollars E.U.), montant très supérieur à celui qui a été réalisé durant la période 1976-80. La plus grande partie des investissements seront effectués par les entreprises publiques et l'Etat; ils seront affectés aux secteurs productifs, surtout au secteur extractif (33 %), à l'agriculture (22 %) et à l'industrie (9 %). Le reste sera réparti entre l'infrastructure sociale, les services publics et le logement. Les représentants de la Mauritanie ont décidé qu'environ la moitié du financement est déjà engagée, sous forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur.

Tout en reconnaissant qu'il faut développer les investissements pour augmenter la production de la Mauritanie et rendre le pays moins tributaire de l'aide économique extérieure, les services du Fonds ont exprimé certaines réserves au sujet du montant global de l'objectif en matière d'investissements pour la période 1981-85, surtout compte tenu du volume requis de financement extérieur et intérieur. A l'exception du grand projet minier actuellement en cours de réalisation, il est vraisemblable que l'exécution des autres projets sera entravée par des contraintes d'ordre administratif et financier, des goulots d'étranglement dans la construction et la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. La mission a également formulé des observations sur le fait que l'impresionnant effort d'investissement accompli durant la décennie 70 n'a pas, comme les autorités l'ont précédemment reconnu, été accompagné d'une croissance correspondante de la production agricole et industrielle. A cet égard, les services du Fonds ont souligné la nécessité d'améliorer les méthodes d'évaluation des projets de façon à obtenir un taux de rendement économique satisfaisant et un rythme d'exécution régulier. Les services ont ajouté qu'il faut également se soucier avant tout de gérer efficacement les investissements actuels et futurs, de faire face convenablement aux coûts récurrents et d'appliquer une politique de prix

appropriée. La nécessité d'encourager les projets à plus modeste échelle qui attireraient les capitaux privés mauritaniens a été également évoquée au cours des entretiens portant sur la politique d'investissement. En clôturant ces derniers, les services du Fonds ont recommandé une programmation plus réaliste des investissements et de leur financement, de manière à permettre une évaluation globale de leurs effets à moyen terme sur le budget, la balance des paiements et le service de la dette extérieure. Les autorités mauritaniennes entreprennent actuellement cet examen avec le concours technique de la Banque mondiale.

b. Secteur extractif

Le projet du gouvernement (projet Guelbs) ayant pour objet de porter la capacité de production de minerai de fer d'environ 10 millions de tonnes à environ 14 millions de tonnes au milieu de 1984 se réalise comme prévu. Il exploitera progressivement de nouveaux gisements importants de minerai de fer à basse teneur à mesure que les réserves d'une vieille mine s'épuiseront. Comme on utilisera les installations de transport et de traitement de la mine qui est actuellement exploitée, le coût du projet a été limité à 433 millions de dollars E.U., dont 60 millions de dollars E.U. seront financés par la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Le gouvernement envisage de rouvrir en 1983-84, grâce à des investissements en provenance de pays arabes, la mine de cuivre pour extraire et traiter les sulfures de cuivre, vu que le gisement de cuivre oxydé est épuisé depuis 1978. Le gouvernement espère que, grâce à l'exploitation de nouveaux gisements et au recours à une technologie qui économise de l'énergie, l'exploitation du cuivre sera rentable, et que la production pourra revenir au niveau de 1974, soit 20.000 tonnes.

c. Pêcherie

Etant donné la richesse exceptionnelle en poisson des eaux mauritaniennes situées le long de la côte Atlantique, le secteur de la pêche est dans le court terme la source potentielle la plus importante de devises et de recettes publiques. En 1978, on a officiellement estimé la valeur de la prise ramenée par quelque 200 chalutiers appartenant à 15 pays (surtout le Japon, la Corée, l'Espagne et les Etats-Unis) à environ 1 milliard de dollars E.U., dont la Mauritanie n'a reçu que 23 millions de dollars E.U. sous forme de redevances. Afin de prendre le plein contrôle des ressources des eaux territoriales de la Mauritanie, le gouvernement a décidé, en juillet 1979, de réduire le nombre des permis de pêche accordés aux flotilles étrangères, d'augmenter les redevances et d'accroître considérablement la flotille mauritanienne. A cet effet, il a encouragé les particuliers et les sociétés mauritaniens à acheter des chalutiers et à créer des entreprises en participation avec des sociétés étrangères. Depuis 1979, plus de 30 nouvelles entreprises ont été fondées. Malgré un certain nombre de difficultés qu'a comportées l'application du contrôle effectif de la pêche, la nouvelle politique a conduit à une très forte augmentation des recettes de change, qui sont montées de 44 millions de dollars E.U. en 1978 à 115 millions de dollars E.U. en 1981. Etant donné que ces résultats sont encore très inférieurs au potentiel de ce secteur, le gouvernement a

récemment décidé de renforcer le contrôle qu'il exerce : toutes les prises de poisson doivent être désormais débarquées dans le port de Nouadhibou ou transférées à bord d'un cargo sous la surveillance du bureau des douanes. Les autorités comptent que, grâce à ces mesures, les recettes de change totales doubleront en 1983, ce qui les portera à 245 millions de dollars E.U., dont 229 millions de dollars E.U. sous forme de recettes d'exportation et 16 millions de dollars E.U. sous forme de redevances. Tout en reconnaissant le vaste potentiel du secteur de la pêche à moyen terme, les services du Fonds ont noté que la réalisation de l'objectif d'exportation pour 1983 nécessitera l'amélioration des installations portuaires, une infrastructure de commercialisation adéquate, du personnel expérimenté et la surveillance des eaux territoriales par les forces armées, ce qui prendra beaucoup de temps et entraînera des frais considérables.

d. Agriculture

Le nouveau plan a également donné priorité aux projets de développement rural ayant pour objet d'augmenter la production et le revenu agricoles et de rendre la Mauritanie moins étroitement tributaire des importations de céréales, maintenant équivalentes à deux tiers de la consommation intérieure. Les incitations et les services de vulgarisation seront améliorés et développés pour encourager les cultures de pluie et celles de décrue qui assurent actuellement la majeure partie de l'offre intérieure de denrées alimentaires. En même temps, comme la production de l'agriculture pluviale est soumise aux aléas climatiques, on continuera d'accorder une place importante aux grands projets d'irrigation, qui devraient porter la superficie irriguée totale du pays de 4.000 hectares en 1980 à 11.000 hectares en 1985. Pour faire en sorte que le potentiel agricole limité du pays soit pleinement utilisé, les autorités se proposent de revoir les prix à la production agricole, de mettre sur pied des services de vulgarisation et de commercialisation adéquats, et de réorganiser le principal établissement public de ce secteur (SONADER). Pour maintenir les prix officiels au détail du riz à des niveaux socialement acceptables, les autorités comptent poursuivre leur politique de subventions des prix. Elles ont souligné que ces subventions n'impliquent pas de charges budgétaires, car elles sont financées avec les bénéfices réalisés par la société nationale d'importation et d'exportation (SONIMEX) sur les ventes des autres produits.

Après les lourdes pertes enregistrées durant l'année de sécheresse, le secteur de l'élevage, en grande partie reconstitué avec un minimum d'intervention de la part de l'Etat, a fourni environ un cinquième du PIB en 1981. Les activités de ce secteur, qui sont surtout entre les mains de la population nomade, échappent au contrôle des autorités, empruntent les circuits traditionnels et donnent lieu à un commerce frontalier. En laissant de côté les passages de frontière exceptionnels imputables aux conditions climatiques, l'exportation illicite de bétail, surtout vers le Sénégal, constitue une source importante de recettes de change (estimées à 40 millions de dollars E.U. en 1980), qui ont financé une fraction assez importante des importations et transactions financières non enregistrées du secteur privé. Pour améliorer la situation de l'offre, les autorités font une plus large place aux méthodes d'élevage moderne. Elles relancent aussi une entreprise publique (SOMECOB)

qui a le monopole des exportations animales sous toutes leurs formes. Les représentants de la Mauritanie sont pleinement conscients du fait que les efforts pour intégrer l'exportation illicite de bétail dans les circuits officiels se trouvent compliqués par l'écart de prix par rapport au Sénégal, l'attrait des produits importés disponibles sur le marché de ce dernier pays et la convertibilité du franc CFA.

Le gouvernement procède actuellement, avec le concours technique de la Banque mondiale, à une étude d'ensemble des opérations des principales entreprises publiques. On utilisera les conclusions de ce travail au début de 1983 pour formuler des plans de redressement et des mesures spécifiques visant à améliorer les résultats économiques et financiers de chaque entreprise. A cet effet, au début de novembre dernier, le gouvernement a créé un comité permanent interministériel de la réorganisation des entreprises publiques.

3. Politiques financières intérieures

a. Politique budgétaire

Après l'amélioration continue observée durant la période 1978-81, il s'est produit une détérioration marquée des résultats budgétaires en 1982. Alors que, selon l'objectif, le déficit budgétaire global (avant l'aide extérieure) devrait baisser de moitié et s'établir à 2 milliards d'ouguiya (environ 6 % du PIB), on estime actuellement que le déficit réel sur la base de l'année civile pourrait dépasser 4,7 milliards d'ouguiya (soit 13 % du PIB), par suite, essentiellement, de la stagnation des recettes publiques et d'une légère augmentation des dépenses totales. Au lieu de l'accroissement de 37 % inscrit au budget de 1982, il est probable que les recettes auront stagné, même dans l'hypothèse d'un effort intense pour recouvrer les impôts durant le dernier trimestre de l'année. Si l'on se base sur l'évolution effective jusqu'en août dernier, la contraction des recettes a été surtout imputable aux droits d'entrée et aux taxes sur les exportations de poisson. On projette, par contre, que les dépenses totales (y compris l'amortissement) augmenteront de 6 %, par suite, surtout, d'un alourdissement de la masse salariale, ainsi que des paiements d'intérêts sur la dette extérieure. Malgré cette augmentation, le niveau réel des dépenses au cours de l'année civile 1982 resterait inférieur aux dotations budgétaires, car une partie de ces derniers a été bloquée, faute de ressources. Comme le niveau de l'aide budgétaire extérieure, sous forme tant de dons que de prêts de concession, devrait, selon les projections, baisser de presque la moitié et atteindre donc seulement 1,6 milliard d'ouguiya, le gouvernement est confronté à une situation financière difficile; à moins qu'il ne puisse mobiliser un complément d'aide extérieure durant le dernier trimestre, on s'attend à ce que l'important besoin de financement soit couvert par une très forte augmentation des avances de la banque centrale et/ou par une accumulation d'arriérés de paiements au titre des fournitures et des obligations de la dette extérieure. L'accroissement du crédit bancaire à l'Etat, y compris les avances spéciales sur achats antérieurs au Fonds, a été provisoirement estimé à 2,5 milliards d'ouguiya, montant équivalant à 26 % de la masse monétaire au sens large à la fin de 1981.

Tout en félicitant les autorités de la réussite de leurs efforts pour comprimer les dépenses, les services du Fonds se sont efforcés de comprendre les principaux facteurs auxquels on doit imputer les résultats décevants des recettes fiscales au cours des quatre dernières années, surtout dans le contexte d'une forte croissance économique. Les représentants de la Mauritanie ont reconnu que les faibles résultats du côté des recettes ont été imputables à la fraude fiscale, largement répandue, et aux difficultés administratives auxquelles se heurte le recouvrement de l'impôt. Cette situation reflète l'absence d'un appareil administratif bien établi et l'apathie sociale, vis-à-vis du système fiscal, d'une population qui, il y a vingt ans, était composée surtout de nomades et de cultivateurs. La dimension du pays, ainsi que la longueur des frontières qu'il partage avec quatre pays, exclut pratiquement la possibilité de contrôler efficacement toutes les importations et exportations. La fraude, dans le cas des impôts sur les revenus non salariaux, est largement pratiquée, en particulier par les secteurs du commerce, de la pêche et de l'élevage. Comme les résultats financiers ont été faibles, les entreprises publiques n'ont pas pu fournir autant de recettes que prévu. De plus, le système fiscal mauritanien est caractérisé par le grand nombre de prélèvements indirects et directs qui se chevauchent, et dont les taux sont souvent des plus élevés. L'application généralisée de taxes spécifiques plutôt que de taxes ad valorem dans le contexte d'inflation actuel a encore réduit l'élasticité intrinsèque du système fiscal. La rapide croissance des recettes provenant du secteur de la pêche, sur laquelle on comptait, ne s'est pas produite, à cause des difficultés auxquelles continue de se heurter la mise en oeuvre de la nouvelle politique en matière de pêche. Enfin, malgré le redressement des recettes d'exportation tirées du minerai de fer, les recettes publiques provenant du secteur extractif n'ont augmenté que modérément, à cause des importants avantages fiscaux dont bénéficie la SNIM, et qui lui ont été octroyés pour qu'elle puisse financer une partie des investissements qu'elle a projetés et liquider progressivement certaines dépenses qu'elle avait engagées, par le passé, pour le compte de l'Etat.

Malgré les faiblesses structurelles de l'administration fiscale mauritanienne, qu'il faudra quelques années pour corriger, il y a un certain nombre de domaines où l'on pourrait sensiblement améliorer le recouvrement et réduire les exonérations. Le recensement des contribuables, achevé en 1981, constitue aussi un important instrument pour élargir l'assiette et se procurer des recettes. Le nouveau code de l'impôt, récemment adopté, pourrait, s'il est convenablement appliqué, simplifier les méthodes de calcul et de recouvrement, et augmenter les rendements malgré la baisse des taux. Enfin, comme environ la moitié des recettes sont basées sur le commerce international, une politique des changes plus réaliste aurait permis d'améliorer les résultats fiscaux en 1981 et 1982.

Tant que les perspectives d'une expansion marquée des recettes resteront limitées, les autorités se proposent de continuer à imposer une rigoureuse discipline budgétaire. A cet effet, elles continueront de limiter strictement la croissance de l'emploi, des salaires et des traitements, ainsi que des dépenses au titre du matériel et des fournitures. Elles envisagent aussi quelques mesures d'économie du côté des

subventions et des transferts. Enfin, elles comptent réduire les paiements au titre du service de la dette grâce à une nouvelle série de négociations en vue de l'allégement de cette dette. Depuis 1979, la mise en oeuvre d'une politique d'austérité budgétaire est facilitée par une amélioration des procédures budgétaires, notamment la clôture d'un grand nombre de comptes spéciaux.

A l'époque de la mission, comme les autorités mauritaniennes n'étaient pas assez avancées dans la préparation du budget, il n'était pas possible de s'entretenir utilement de la question des objectifs de la politique budgétaire pour 1983. Compte tenu, cependant, des incertitudes croissantes relatives à l'aide extérieure, elles ont reconnu qu'il importait d'opérer une importante réduction du déficit global et d'entreprendre d'urgence une série de mesures cohérentes en 1983. Il a été convenu que les entretiens avec les services du Fonds au sujet du budget de 1983 auraient lieu au milieu de janvier prochain. Les services du Fonds ont exprimé l'opinion que l'aide extérieure ne saurait remplacer le nouvel effort d'ajustement qui s'impose dans le domaine des finances publiques et que les autorités doivent s'efforcer de ramener le déficit budgétaire global à au moins 2 milliards d'ouguiya (environ 6 % du PIB). Au cours des entretiens de janvier 1983, les services du Fonds examineront à nouveau si cet objectif cadre avec une évaluation réaliste des recettes intérieures et de l'aide extérieure. Etant donné les difficultés rencontrées dans le passé, il faudra renforcer la capacité administrative du Trésor pour obtenir une mise en oeuvre efficace des mesures budgétaires et un contrôle minutieux des opérations budgétaires.

b. Politique monétaire

Le crédit au secteur privé (y compris les entreprises publiques) a progressé à un rythme relativement rapide (12 %) au premier semestre de 1982, principalement sous l'influence des besoins de financement à court terme des secteurs du commerce et de la pêche. Les autorités ont toutefois indiqué qu'il n'y aurait aucune nouvelle expansion du crédit privé au second semestre de l'année. Néanmoins, étant donné que durant la même période, l'Etat devra faire appel au système bancaire pour couvrir ses énormes besoins de financement, on peut s'attendre que le total du crédit intérieur bancaire provoquera une nette augmentation des engagements extérieurs nets du système bancaire. Déjà, durant la première partie de 1982, les engagements extérieurs nets ont sextuplé, évolution qui traduisait à la fois une très forte baisse des avoirs intérieurs bruts de la Banque centrale et un nouvel accroissement des engagements extérieurs, y compris les crédits commerciaux. Compte tenu de cette évolution, la croissance de la masse monétaire doit, selon les prévisions, atteindre 22 % en 1982.

Bien que depuis 1979 les autorités monétaires appliquent à l'égard du secteur privé une politique du crédit relativement restrictive, la régulation de la croissance du crédit, le recouvrement des prêts non remboursés à l'échéance et l'affectation d'un volume de crédit adéquat au développement se sont heurtés à de graves difficultés. Cette situation reflétait le fait que dans le passé les entreprises publiques ont absorbé une fraction importante de l'expansion du crédit pour financer leurs pertes d'exploitation et atténuer les problèmes de trésorerie nés

d'une progression des arriérés de paiements du secteur public et d'autres valeurs réalisables à court terme. Elle témoignait aussi d'une évaluation insuffisante des demandes de crédit et des difficultés financières structurelles des entreprises privées et des ménages. La Banque centrale ayant appliqué une politique de réescompte restrictive, les banques de dépôts ont complété leurs ressources en se procurant auprès des sociétés de leur groupe à l'étranger des crédits à court terme assortis de conditions commerciales, le résultat étant que les engagements extérieurs nets des banques ont plus que doublé entre fin 1978 et juin 1982 pour atteindre 78 millions de dollars E.U., montant équivalent à plus du quart de l'encours du crédit intérieur privé à fin juin 1982. Le remboursement d'une partie de ces crédits extérieurs à court terme est en retard.

Dans le cadre d'un effort général visant à renforcer la structure financière du système bancaire et à résoudre le problème de liquidités, la banque centrale, avec l'assistance technique du Fonds, a récemment pris des mesures pour améliorer l'efficacité de la gestion des banques et a considérablement intensifié son contrôle sur leurs opérations en procédant régulièrement à une vérification de leurs comptes et en renforçant les pénalités pour infraction à la législation bancaire. Des plafonds globaux mensuels de crédit ont été attribués à chaque banque, y compris un plafond au recours aux crédits commerciaux extérieurs à court terme, et tous les crédits dépassant 1 million d'ouguiya (environ 20.000 dollars E.U.) sont subordonnés à l'autorisation préalable de la Banque centrale. Le code civil a été modifié de façon à améliorer la capacité des banques à se faire rembourser les prêts non remboursés à l'échéance, et les banques ont commencé à passer par profits et pertes leurs créances irrécouvrables. Outre ces mesures spécifiques, une vaste réorganisation du système bancaire est envisagée en vue d'améliorer l'efficacité du système financier et de faciliter la régulation globale du crédit. Bien que, conformément au programme, les taux d'intérêt aient été relevés de 1 à 3 points en août 1980, les autorités n'ont guère eu recours aux taux d'intérêt pour encourager l'épargne financière et décourager les emprunts. Etant donné les problèmes structurels qui se posent aux entreprises publiques et les pratiques bancaires en vigueur, que viennent compliquer certaines attitudes religieuses, les autorités estiment que la clientèle bancaire est très peu sensible aux modifications des taux d'intérêt.

4. Perspectives et politiques extérieures

La tendance à l'amélioration observée dans la balance des paiements au cours de la période 1978-81 s'est inversée en 1982. Selon les toutes premières estimations établies pour 1982, on s'attend à un renversement très prononcé du compte courant et de la balance globale dû aux effets conjugués d'un ensemble d'éléments. Les recettes globales d'exportation doivent, selon les projections, diminuer de 5 %, en DTS, en raison surtout d'un fléchissement des expéditions de minerais de fer. Après une augmentation spectaculaire en 1980-81, les exportations de poisson vont probablement stagner en même temps que les redevances de pêche vont diminuer. En revanche, les importations de biens et services devraient s'accroître de 20 %, plus de la moitié de cet accroissement étant attribuable à l'accélération prévue du rythme des investissements. Le reste

de l'augmentation (50 millions de DTS) reflète une hausse de 15 % des importations de produits pétroliers, de biens intermédiaires pour la société minière et de biens et services non spécifiés dont le financement est assuré par les crédits commerciaux. Conséquence de cette évolution, le déficit courant, dons exclus, va probablement augmenter de 13 points pour atteindre 46 % du PIB³. Etant donné que les dons officiels vont probablement fléchir d'un tiers, le déficit courant, dons inclus, en pourcentage du PIB doit, selon les projections, plus que doubler pour se situer à 38 %. Une partie importante de ce déficit sera financée par des emprunts nets que l'Etat et la société minière comptent contracter à des conditions de faveur. Néanmoins, à moins de recevoir une aide supplémentaire en espèces pendant la dernière partie de l'année, le pays accusera probablement au titre de la balance des paiements un déficit global d'environ 40 millions de DTS (en 1981, la balance des paiements s'est soldée par un excédent de 30 millions de DTS). Toutefois, la perte de réserves sera probablement modérée par une accumulation d'arriérés de paiements de l'Etat au titre du service de la dette.

Des données fiables sur les investissements futurs et leur financement faisant défaut, et les mesures adéquates pour 1983 n'ayant pas encore été formulées, il n'a pas été possible de préparer, pendant le séjour de la mission, des projections détaillées de la balance des paiements pour 1983 et le moyen terme. Toutefois, des estimations approximatives font ressortir que, si d'importantes mesures d'ajustement et de réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette ne sont pas prises rapidement, la balance des paiements accusera une nouvelle détérioration en 1983. En ce qui concerne les perspectives extérieures à moyen terme de la Mauritanie, les possibilités d'une augmentation sensible de la production de minerai de fer et d'un accroissement considérable des exportations du secteur de la pêche sont un élément encourageant. Toutefois, alors que les capacités de production intérieure font actuellement l'objet d'une vaste extension, les perspectives d'un accroissement rapide des recettes d'exportation, à court terme, dépendront en grande partie d'une reprise de la demande mondiale de minerai de fer et de l'efficacité de l'organisation et du contrôle du secteur de la pêche.

La charge extrêmement lourde du service de la dette extérieure pèse de façon inquiétante sur les perspectives à moyen terme. L'endettement extérieur de la Mauritanie, y compris l'utilisation des ressources du Fonds et des crédits commerciaux à court terme, atteindrait 1,1 milliard de dollars E.U. avant la fin de 1982, soit un montant équivalant à 163 % du PIB. Malgré le caractère libéral de la plupart des emprunts et les réaménagements bilatéraux déjà obtenus, les paiements au titre du service de la dette, même de la dette existante, doivent, selon les projections, croître rapidement au cours de la période 1983-86, atteignant des chiffres maxima de 35 % et 41 % respectivement en 1983 et en 1986, phénomène qui est dû aux tirages totaux possibles de certains dépôts à

³Lorsque les importations liées aux investissements sont éliminées, le déficit courant ajusté s'élargit de 7 points pour atteindre 20 %.

court terme avec la Banque centrale. La mission du Fonds a fait observer que le réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette n'apporterait qu'un répit temporaire et que les nouveaux emprunts, même ceux obtenus à des conditions de faveur, alourdiraient le service de la dette. En conséquence, faute d'une amélioration sensible, dans les années à venir, des perspectives en matière d'exportation et de budget, l'accroissement du service de la dette atteindrait des niveaux insoutenables. Les représentants de la Mauritanie sont fermement convaincus que la Mauritanie sera en mesure d'obtenir un allègement adéquat du service de la dette dans le cadre de négociations bilatérales avec des pays amis et grâce à d'importantes entrées continues de dons officiels et de prêts à long terme destinés à financer les projets d'investissement prévus. Ils se sont toutefois montrés moins optimistes quant aux perspectives d'obtention de nouveaux concours non liés à des projets. Les représentants de la Mauritanie ont reconnu avec les services du Fonds que, à l'avenir, il ne serait pas possible de maintenir les déficits des paiements courants au niveau élevé qu'ils atteignent actuellement. Il a donc été convenu de faire une évaluation réaliste des perspectives relatives à de telles entrées de capitaux dans le cadre de la préparation des perspectives à moyen terme de la balance des paiements dont il a été question ci-dessus. Cette évaluation jouera un rôle décisif dans la conception et la formulation de politiques d'ajustement appropriées pour 1983 et le moyen terme.

Concernant la politique du taux de change, les représentants de la Mauritanie ont expliqué que celle qu'ils appliquent avec une certaine cohérence depuis 1977 a pour objet de stabiliser le taux de change de l'ouguiya par rapport à un panier de monnaies utilisées dans les opérations extérieures, et que cela entraîne une dépréciation du taux effectif comme en 1977-80 ou une appréciation comme ce fut le cas en 1981-82. A leur avis, la part importante du dollar E.U. dans le panier de monnaies était amplement justifiée par le rôle dominant qu'il joue dans les recettes d'exportation et en capital ainsi que dans les règlements afférents aux denrées alimentaires, aux produits pétroliers et à la dette extérieure. D'un point de vue plus fondamental, ils n'ont attaché guère d'importance aux effets positifs qu'une politique de taux de change plus souple aurait sur les volumes d'exportation de minerai de fer et de poisson et sur la substitution de produits d'origine nationale aux importations, tout en exprimant des craintes au sujet de l'incidence immédiate qu'une telle mesure aurait sur le prix intérieur des produits essentiels, tels que le riz, le sucre et l'énergie. Les services du Fonds ont répondu que l'ouguiya s'était très sensiblement appréciée et continue de le faire vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux, notamment les pays voisins, dans un climat marqué par des résultats budgétaires et extérieurs de plus en plus faibles. Une telle appréciation aura un certain nombre de conséquences négatives, à court terme comme à moyen terme, qui gêneront les efforts d'ajustement entrepris. Les services du Fonds ont noté, en particulier, le fléchissement déjà perceptible de la position concurrentielle de l'agriculture et de l'industrie, la forte expansion du volume de certains produits d'importation qui seront vraisemblablement réexportés de façon illicite vers les pays voisins et la stagnation du produit des taxes sur le commerce international. L'appréciation effective a certes aidé les autorités à modérer la hausse du prix intérieur des produits essentiels importés, néanmoins,

elle n'a pas empêché une hausse rapide des autres prix. Les distorsions de prix qui résultent de cette situation ont créé des marges bénéficiaires plus élevées qui ne sont pas imposées. Concernant le secteur des exportations, les services du Fonds ont admis qu'une politique de taux de change plus flexible ne ferait pas nécessairement progresser, à court terme, le volume des exportations du fait de l'existence de contraintes sur le marché. Toutefois, elle améliorerait la situation financière nette de ce secteur, lui procurant ainsi davantage de ressources pour soutenir la concurrence sur le marché mondial, financer de nouveaux investissements et payer les impôts sur le revenu ou les redevances. En outre, dans la situation actuelle caractérisée par des prix extérieurs défavorables, il faudrait appliquer une politique de taux de change plus réaliste. Bien que les services du Fonds aient souligné la nécessité d'agir rapidement, les autorités mauritaniennes ont déclaré que, étant donné les nombreuses implications que la question du taux de change a au plan de la politique générale, elles préféreraient considérer cette question dans le cadre plus large de la formulation d'un programme pour 1983.

Abordant la question du régime des échanges et des paiements, les représentants de la Mauritanie ont précisé que les mesures restrictives, à savoir l'application temporaire, en janvier 1980, de contingents à certains produits d'importation et la suspension à titre provisoire de l'importation de certains produits considérés comme des articles de luxe et de ceux qui peuvent être fabriqués localement, ont fait tout d'abord l'objet d'un assouplissement en 1981 par le biais d'un relèvement des contingents et ont été, par la suite, entièrement levées. De l'avis des représentants de la Mauritanie, la protection des industries dans l'enfance devait être assurée au moyen des droits d'entrée plutôt que de restrictions quantitatives; ils ont ajouté qu'ils étaient en train de revoir les droits d'entrée dans le but de protéger adéquatement les industries de création récente. En juin 1981, les allocations de base de devises pour les voyages d'affaires ont été relevées. Les représentants de la Mauritanie ont expliqué que les demandes de devises portant sur des montants dépassant les allocations de base ont été approuvées dans les cas où un besoin les justifiait. Depuis les dernières consultations, aucune autre modification n'a été apportée à la réglementation régissant les paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes, et les mêmes plafonds continuent d'être appliqués à l'allocation de devises au titre des voyages touristiques à l'étranger et des envois de fonds des ressortissants étrangers travaillant en Mauritanie. Ces plafonds comportent des restrictions qui doivent être approuvées par le Fonds conformément à l'article VIII, section 2 a).

S'agissant des arriérés de paiements extérieurs signalés au titre du service de la dette dont il a été fait mention, les autorités mauritaniennes ont expliqué que les arriérés avaient été accumulés en partie en prévision d'un réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette ou d'un accord de refinancement. Les arriérés de paiements extérieurs ont certes été réduits de moitié en 1981; néanmoins il est probable qu'ils s'accroîtront de nouveau en 1982. En ce qui concerne les crédits commerciaux à court terme non remboursés à l'échéance, la Banque centrale a déclaré qu'un arrangement approprié se négocie actuellement avec les banques étrangères concernées.

IV. Evaluation par les services du Fonds

A la suite du retrait de la Mauritanie, après juillet 1978, du conflit relatif au sujet du Sahara occidental, le gouvernement a entrepris de corriger les déséquilibres importants de l'économie du pays dans le cadre à la fois d'un plan de redressement à moyen terme et de programmes à court terme consécutifs appuyés par les ressources du Fonds. A cette fin, les autorités ont mis en oeuvre un certain nombre de mesures d'ajustement importantes destinées à réduire les déficits budgétaire et extérieur, et ont commencé à mettre en place les réformes et les investissements indispensables au rétablissement de la viabilité financière dans le moyen terme. Les principales mesures comprenaient une politique de modération des salaires, une orientation restrictive des politiques budgétaire et monétaire, des réaménagements bilatéraux du calendrier d'amortissement de la dette extérieure, des réformes structurelles pour ce qui est de l'administration de l'impôt, des entreprises publiques et des banques, la restructuration du secteur de la pêche et une réorientation des investissements.

Durant la période 1980-81, la mise en oeuvre de ces mesures a eu lieu en conformité avec les objectifs financiers et les critères de réalisation retenus dans l'accord de confirmation d'une durée de 18 mois qui a pris fin le 30 mars 1982. Ces résultats, conjugués à une reprise rapide de la production intérieure (se situant en moyenne à 6 % durant la période 1979-81), ont abouti à une réduction de la consommation réelle et à une très forte expansion des volumes d'exportation de minerais de fer et de poisson. Bien qu'il dépasse quelque peu, en termes absolus, les objectifs arrêtés dans le programme, le déficit budgétaire (dons exclus) en pourcentage du PIB a été ramené de 24 % en 1978 à 9 % en 1981. L'expansion du crédit intérieur à l'Etat et au reste de l'économie pris dans son ensemble a été maintenue dans les marges prévues par le programme, même après que l'on prend en considération une révision automatique en baisse pour tenir compte d'un volume d'aide budgétaire extérieure plus élevé que prévu. Durant la période, les prix officiels ont fait l'objet d'ajustements importants malgré un blocage général des salaires, et l'importante restructuration de la grande société minière a été menée à son terme. D'importants progrès ont été également réalisés dans le cadre de la nouvelle politique relative au secteur de la pêche qui vise à l'exploitation directe des riches eaux de la côte Atlantique mauritanienne. De ce fait, les ratios du déficit de la balance des opérations courantes par rapport au PIB pour 1980 et 1981 ont été réduits conformément aux objectifs du programme et, ces années-là, la position de la balance globale des paiements a été plus favorable que prévu, même si l'on tient compte des retards intervenus dans les paiements au titre du service de la dette.

Nonobstant les progrès accomplis durant la période 1978-81, les déséquilibres budgétaires et extérieurs de la Mauritanie restent importants, et leur financement, même s'il est obtenu à des conditions libérales, est devenu plus onéreux par suite d'une tendance à la baisse des dons officiels. De plus, sur certains des points du programme, notamment le rythme d'exécution de la réforme de l'administration de l'impôt, des entreprises publiques et des banques, la mise en oeuvre des mesures a été décevante. La forte augmentation du volume des exportations de

poisson ne s'est pas accompagnée, comme prévu, d'une contribution proportionnée aux recettes de l'Etat. Enfin, le taux de change vis-à-vis du dollar E.U. a été maintenu avec rigidité, contrairement aux dispositions arrêtées dans le cadre du programme, et cela a créé de nouvelles distorsions de coût et de prix, découragé la production agricole et industrielle, intensifié le commerce illicite et aggravé les déséquilibres extérieurs.

Durant l'année 1982, la Mauritanie a accusé des déficits intérieur et extérieur beaucoup plus élevés, évolution qui traduisait les difficultés croissantes rencontrées dans la mobilisation d'une aide extérieure non liée aux projets et les carences de la mise en oeuvre effective de certaines politiques, notamment en ce qui concerne le domaine budgétaire, le taux de change et le secteur de la pêche. Ces facteurs ont été exacerbés par des éléments exogènes, en particulier le fléchissement des expéditions de minerai de fer dû à la faiblesse de la demande extérieure. Les principaux projets d'investissement financés par l'aide, destinés à accroître les capacités de production, ont été exécutés comme prévu. Même après l'exclusion des dépenses liées à ces investissements, le déficit budgétaire et le déficit du compte courant extérieur ont tous deux accusé une très forte détérioration lorsqu'on les compare à 1981. A moins qu'une aide budgétaire extérieure supplémentaire ait été mobilisée et que des mesures radicales aient été prises au cours du dernier trimestre, le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements prévus pour 1982 seront beaucoup plus importants que ceux enregistrés en 1981 et entraîneront une grave perte de réserves ou une nouvelle accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs.

Compte tenu de la détérioration observée durant l'année 1982 et des retards intervenus dans la mise en oeuvre des réformes de base, les perspectives pour 1983 et les années suivantes paraissent inquiétantes. En l'absence de mesures d'ajustement adéquates, le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements atteindront des proportions exceptionnellement élevées, et, au cours des prochaines années, on s'attend à un accroissement rapide du ratio du service de la dette extérieure par rapport au niveau actuel de 17 %. Même si les autorités mauritaniennes sont persuadées qu'elles peuvent attirer une aide extérieure à long terme et obtenir des pays amis, producteurs de pétrole, un nouvel allègement du service de la dette, elles ont reconnu que l'aide extérieure ne pouvait pas se substituer aux ajustements souhaitables qu'exigent certains secteurs de l'économie. Ainsi, pour effectuer, d'une façon ordonnée et efficace, la réduction nécessaire des déséquilibres, il conviendrait d'appliquer un dosage de financement extérieur et de mesures internes rigoureuses. Le rythme de l'ajustement dépendra beaucoup du montant de l'aide qui sera mise à la disposition du pays dans les années à venir pour financer à la fois les investissements prévus et les opérations courantes du budget. Etant donné que les dons ont tendance à diminuer et qu'il importe de freiner la croissance des engagements au titre du service de la dette, les services du Fonds estiment qu'il est urgent que la Mauritanie prenne rapidement des mesures complètes et détaillées pour réduire le déficit de la balance des

opérations courantes. Il faut souligner que le réaménagement du calendrier d'amortissement de la dette ne fournit qu'un répit temporaire et que les emprunts, même à des conditions de faveur, accroissent aussi le service de la dette.

De l'avis des services du Fonds, les mesures d'ajustement internes pourraient être exécutées dans le cadre de la stratégie économique définie dans le nouveau plan de développement. La situation financière ne pourra pas être améliorée sans un effort résolu visant à renforcer les résultats budgétaires, notamment du côté des recettes. A cet égard, il est indispensable de renforcer l'administration de l'impôt et la gestion du Trésor. Il serait également essentiel de prendre des mesures plus décisives pour renforcer la structure des entreprises publiques (autres que la SNIM) et des banques et pour encourager le développement agricole. Dans le même temps, il sera nécessaire, peut-être avec l'aide de la Banque mondiale, d'améliorer les procédures d'évaluation des projets ainsi que la programmation globale des investissements afin d'assurer une utilisation efficiente des ressources et d'éviter un nouvel alourdissement de la charge du service de la dette extérieure. De l'avis des services du Fonds, ces politiques devraient s'accompagner de mesures tendant à corriger l'appréciation de l'ouguiya entre 1980 et 1982 et de l'adoption d'une politique de taux de change flexible pour l'avenir.

Malgré les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements, le régime des changes et du commerce de la Mauritanie demeure relativement libéral. Les plafonds qui s'appliquent aux allocations de base de devises au titre des voyages d'affaires à l'étranger ont été relevés en 1981, et une allocation supplémentaire est accordée dans les cas où un besoin le justifie. Des plafonds continuent à être appliqués à l'allocation de devises au titre des voyages et des envois de fonds, et leur maintien constitue des restrictions subordonnées à l'approbation du Fonds au titre de l'article VIII, section 2 a). Vu la situation difficile de la balance des paiements et la faiblesse de la position nette des réserves, les services du Fonds recommandent que ces restrictions continuent à être approuvées. Les services du Fonds engagent vivement les autorités à accorder la priorité absolue à l'élimination des retards intervenus dans les paiements de l'Etat au titre du service de la dette dans le cadre de leur programme d'ajustement global.

V. Projet de décision

Le projet de décision suivant est proposé à l'adoption du Conseil d'administration :

1. La présente décision, relative aux mesures prises par la Mauritanie dans le domaine des changes et soumise aux dispositions de l'article VIII, sections 2 et 3, est adoptée par le Fonds à l'issue des consultations 1982 au titre de l'article XIV avec la Mauritanie; ces consultations ont eu lieu dans le cadre des consultations avec la Mauritanie au titre de l'article IV, conformément à la décision n° 5392-(77/63), adoptée le 20 avril 1977 (Surveillance des politiques de change).

2. Le Fonds note que, malgré les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements, la Mauritanie continue d'appliquer un régime des changes qui comporte relativement peu de restrictions. Compte tenu de la situation de la Mauritanie, le Fonds approuve l'application des restrictions imposées à l'allocation de devises pour les voyages et les transferts de salaires jusqu'à la plus rapprochée des deux dates suivantes : le 31 mars 1984 ou la date des prochaines consultations au titre de l'article IV. Le Fonds encourage la Mauritanie à éliminer ses arriérés de paiements extérieurs aussitôt que possible.

MAURITANIE - Données de baseSuperficie, population et PIB par habitant

Superficie	1,1 million de km ²
Population : total (1981)	1,5 million d'habitants
taux de croissance	2,5 %
PIB par habitant (1981)	397 DTS

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> Proj.
	<u>(Millions d'ouguiya)</u>				
<u>Produit intérieur brut aux</u> <u>prix de 1973</u>	13.362	14.092	14.612	15.849	16.483
Secteur rural	2.861	3.462	3.452	3.614	...
Dont : bétail	(2.571)	(3.085)	(3.085)	(3.233)	(...)
Pêche	590	674	708	1.073	...
Secteur industriel	2.388	2.474	2.347	2.643	...
Dont : industries extractives	(1.498)	(1.574)	(1.330)	(1.436)	(...)
traitement du poisson	(166)	(141)	(222)	(337)	(...)
Construction, travaux publics et services	6.281	6.229	6.733	6.973	...
Taxes indirectes moins subventions	1.242	1.253	1.372	1.546	...
<u>Produit intérieur brut aux</u> <u>prix courants du marché</u>	24.200	27.018	30.260	33.914	37.305
<u>Déficit de ressources</u>	7.795	7.727	9.247	9.893	15.581
<u>Dépense intérieure brute</u>	31.995	34.745	39.507	43.807	52.886
Consommation	25.358	28.055	28.618	30.850	38.810
Formation brute de capital fixe	6.457	6.690	10.889	12.957	14.076
<u>Epargne</u>					
Epargne intérieure brute	-1.338	-1.037	1.642	3.064	-719
Epargne nationale brute	-3.138	-3.205	62	1.852	-2.388
<u>Finances publiques¹</u>					
Recettes courantes	5.300	6.154	5.105	6.981	6.960
Dont : redevances sur le minerai de fer	--	221	313	388	420
redevances de pêche ²	1.566	922	722	1.393	1.467
Dépenses totales ³	11.375	11.199	9.677	11.046	11.709
Déficit budgétaire	6.075	5.045	4.572	4.065	4.749

¹Sur la base de l'année civile.²Y compris les taxes d'exportation sur le poisson.³Y compris l'amortissement de la dette extérieure.

MAURITANIE - Données de base (fin)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> Proj.
<u>Finances publiques (suite)</u>					
Financement	6.075	5.045	4.572	4.065	4.749
Dons officiels	4.588	3.902	1.547	1.331	390
Emprunts extérieurs (bruts)	1.199	688	1.882	1.389	1.210
Emprunts intérieurs	288	455	1.143	1.345	3.149
Dont : système bancaire	(-500)	(363)	(754)	(703)	(2.483)
Dépenses extra-budgétaires	5.264	4.849	7.023	6.116	6.989
<u>Situation monétaire (fin de période)</u>					
Avoirs extérieurs (nets)	-1.712	-1.069	-1.556	-737	-2.897
Crédit intérieur	9.372	9.922	11.709	13.557	17.393
Créances sur l'Etat (nettes)	511	874	1.628	2.331	4.814
Créances sur l'économie	8.861	9.048	10.081	11.226	12.579
Monnaie au sens large	5.161	5.874	7.080	9.431	11.496
Emprunts à long terme contractés par les banques	882	604	414	201	77
Autres postes (nets)	1.617	2.375	2.659	3.188	2.923

(Millions de DTS)

<u>Balance des paiements</u>					
Exportations, f.o.b.	95	114	141	229	217
Importations, f.o.b.	-213	-221	-247	-328	-403
Dont : produits pétroliers	(19)	(33)	(25)	(54)	(61)
biens d'équipement	(32)	(25)	(33)	(45)	(90)
Services (nets) ¹	-29	-37	-78	-91	-99
Transferts privés sans contrepartie	-23	-28	-25	-18	-21
Balance en compte courant	-171	-172	-199	-207	-306
Transferts officiels sans contrepartie	109	91	80	85	53
Capitaux non monétaires (nets) ²	56	100	89	150	215
Balance globale	-6	19	-30	29	-38
Arriérés (diminution -)	9	-8	24	-18	...
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-3	-11	6	-10	...
<u>Encours de la dette extérieure</u> (fin de période)					
	505	520	637	785	1.072
<u>Réserves officielles brutes</u> (fin de période)					
	67	96	118	152	...

(Variation annuelle en pourcentage)

<u>Termes de l'échange</u>					
Prix à l'exportation	-14,9	-12,2	-2,9	7,9	-1,7
Prix à l'importation	-11,8	0,1	9,9	13,3	2,1
	3,7	13,2	14,0	5,0	3,9

¹Y compris les redevances de pêche.²Y compris allocation de DTS.

Relations de la Mauritanie avec le Fonds¹

Date d'admission :	10 septembre 1963
Quote-part :	25,5 millions de DTS
Régime des changes :	Depuis le 22 janvier 1974, le taux de change de l'ouguiya est déterminé sur la base d'un panier de monnaies.
Monnaie d'intervention et taux :	Dollar E.U.; 1 dollar E.U. = 53,720 ouguiya
Equivalent en DTS de la monnaie locale :	1 DTS = 57,071 ouguiya
Avoirs du Fonds en la monnaie de la Mauritanie :	271,98 % de la quote-part (dont 41,18 % au titre du mécanisme de financement compensatoire, 2,25 % au titre du mécanisme pétrolier et 62,59 % au titre du mécanisme de financement supplémentaire).
Position en DTS :	Le montant des avoirs actuellement détenus se chiffre à 57.879 DTS, soit 0,6 % de l'allocation cumulative nette de 9,72 millions de DTS.
Distribution d'or :	11.124,698 onces
Distribution directe des bénéfices résultant des ventes d'or :	2,09 millions de dollars E.U.
Versements effectués par le Fonds fiduciaire au titre de prêts :	12,7 millions de DTS
Bonification au titre du coût des ressources du MFS :	1.334.785 DTS

¹Au 31 octobre 1982.

Relations de la Mauritanie avec le Fonds (fin)

Derniers entretiens dans le cadre des consultations au titre de l'article IV

Les derniers entretiens dans le cadre des consultations au titre de l'article IV avec la Mauritanie se sont déroulés à Nouakchott du 13 au 28 novembre 1979 et ont été suivis d'entretiens supplémentaires au siège du Fonds durant la période du 12 au 15 février 1980. Le rapport des services du Fonds (SM/80/73) a été examiné par le Conseil d'administration le 18 avril 1980. La décision suivante a été adoptée :

1. La présente décision, relative aux mesures prises par la Mauritanie dans le domaine des changes et soumise aux dispositions de l'article VIII, sections 2 et 3, est adoptée par le Fonds à l'issue des consultations 1979 au titre de l'article XIV avec la Mauritanie; ces consultations ont eu lieu dans le cadre des consultations 1979 avec la Mauritanie au titre de l'article IV, conformément à la décision n° 5392-(77/63), adoptée le 29 avril 1977 (Surveillance des politiques de change).

2. Le Fonds note que, malgré les pressions qui s'exercent sur la balance des paiements, la Mauritanie continue d'appliquer un régime des changes qui est relativement exempt de restrictions. Compte tenu de la situation de la Mauritanie, le Fonds approuve l'application des restrictions indiquées dans le document SM/80/91, qui limitent la vente de devises au titre des voyages et des transferts de salaires, jusqu'à la date la plus proche des deux dates suivantes : le 30 juin 1981 ou la date des prochaines consultations au titre de l'article IV. Le Fonds recommande instamment à la Mauritanie d'éliminer ses arriérés de paiements extérieurs aussitôt que possible.

[L'approbation des restrictions de change de la Mauritanie dans le cadre de la décision mentionnée ci-dessus est prorogée jusqu'au 31 mars 1982, puis jusqu'au 31 août 1982, et finalement jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes : le 31 janvier 1983 ou la fin des prochaines consultations avec la Mauritanie au titre de l'article IV. (Décision n° 7187/82/114, adoptée le 20 août 1982.)]

Relations de la Mauritanie avec le groupe de la Banque mondiale¹A. Prêts de la Banque et crédits de l'IDA

			<u>Montant moins annulation²</u>		
			<u>(Millions de dollars E.U.)</u>		
<u>Année</u>	<u>Emprunteur</u>	<u>Objet</u>	<u>Banque</u>	<u>IDA</u>	<u>Non décaissé</u>
Un prêt et neuf crédits entièrement décaissés			66,0	35,5	--
1976	Mauritanie	Assistance technique		2,7	
1979	Mauritanie	Développement urbain et rural		8,0	2,8
1980	SNIM	Mineral de fer de Guelbs	60,0		32,7
1981	Mauritanie	Irrigation du Gorgol		15,0	11,2
1982	Mauritanie	Prospection pétro- lière		3,0	2,2
1982 ³	Mauritanie	Enseignement secondaire		5,7	5,7
1982 ³	Mauritanie	Quatrième route nationale		4,0	4,0
1983 ³	Mauritanie	Assistance technique		4,6	4,6
TOTAL			126,0	78,5	63,2
dont montant remboursé			66,0	1,6	
Encours total			60,0	76,9	
Total non décaissé			32,7	30,5	63,2

B. Prêts qui doivent être approuvés en 1983, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres

Mauritanie	SONADER - Assistance technique	8,0	8,0
Mauritanie	Petit projet d'irrigation	<u>8,0</u>	<u>8,0</u>
Total		16,0	16,0

C. Assistance technique

Depuis 1977, la Banque fournit une assistance technique au ministère du Plan dans les domaines de l'analyse macroéconomique, de l'évaluation des projets et des politiques sectorielles, ainsi que dans la préparation du Plan quinquennal de développement (1981-85). La Banque a également fourni une assistance technique à la Société nationale de développement rural (SONADER). Actuellement, la Banque aide les autorités mauritaniennes à effectuer une révision profonde des opérations des principales entreprises publiques et à formuler un plan de redressement pour le secteur des entreprises publiques.

¹ Au 31 octobre 1982.² Avant les ajustements du taux de change.³ Pas encore entré en vigueur.